

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM. 6, DIM. 7, LUN. 8 JANVIER 1979 - N° 826

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

- Circulation bloquée
 - L'électricité rationnée
- ## La France paralysée
- En 5 jours, 8 morts par le froid dans le Nord



KAMPUCHEA : l'agression vietnamienne se poursuit

L'agression vietnamienne contre le Kampuchéa démocratique se poursuit. Plus de 100 000 hommes sont actuellement lancés par les dirigeants du Vietnam contre le peuple du Kampuchéa. L'artillerie, les blindés et l'aviation vietnamiennes sont également engagés massivement. Tout en poursuivant les opérations contre la province de Kratié, l'armée vietnamienne a lancé d'autres attaques dans le Sud-Est, en vue d'atteindre la ligne de chemin de fer qui relie la capitale du Kampuchéa, Phnom Penh, au port de Kompong-Som, avec l'objectif de couper le Kampuchéa de ses relations extérieures. Les dirigeants vietnamiens, depuis de longs mois, n'ont cessé de proclamer leur intention de renverser le régime de Phnom Penh. Par exemple, dans un discours prononcé à l'occasion de la fête nationale du Vietnam, le 2 septembre dernier, le Premier ministre vietnamien, Pham Van Dong, n'hésitait pas à proclamer sa volonté que soit mis en place un autre gouvernement, prétendant par là régler les affaires du Kampuchéa à la place du peuple de ce pays. Il avait d'ailleurs exprimé des prétentions semblables contre la République populaire de Chine — accusée de soutenir l'indépendance du Kampuchéa — en déclarant : « Nous ne confondons nullement les forces réactionnaires au sein des milieux dirigeants de Pékin avec les communistes authentiques en Chine ».

Ces manœuvres s'appuyant sur le développement d'une guerre d'agression ne peuvent que se heurter à la volonté d'indépendance du peuple khmer. Tandis que radio Phnom Penh a appelé le peuple à résister par la guerre populaire, le Vice-Premier ministre du Kampuchéa, Ieng Sary, a demandé la « convocation d'urgence du conseil de sécurité de l'ONU pour condamner l'agression vietnamienne et prendre les mesures qui s'imposent ».

La plupart des grands axes routiers bloqués, plus d'un millier de poids lourds ne pouvant pas circuler, le réseau Sud-Ouest de la SNCF complètement arrêté, des villes coupées de tout approvisionnement, des délestages de courant concernant plusieurs dizaines de milliers d'usagers, la mise en place du plan ORSEC dans plusieurs départements, l'intervention des unités du Génie militaire pour tenter de remettre en route la circulation, des écoles et autres lieux publics fermés : voilà quelques unes des conséquences de la vague de froid qui traverse actuellement la France.

Et il est des conséquences bien plus dramatiques : rien que pour le département du Nord, 8 personnes sont déjà mortes de froid, depuis le 1^{er} janvier. Les personnes âgées, qui ne peuvent se ravitailler, et les gens qui n'ont pas de chauffage chez eux (car il en existe dans la France de 1979) sont les victimes.

Certes, le froid est responsable, et la pagaille et les drames auxquels on assiste ne se produiraient pas en son absence.

Mais, il n'y a nulle fatalité en la matière.

La vague de froid que nous subissons n'a rien d'une catastrophe naturelle totalement imprévisible dans un climat comme celui de la France. Ce qu'on constate, c'est que rien n'est fait, rien n'est prévu, pour faire face à une telle situation. Ce qu'on constate, c'est que si certains, les spéculateurs par exemple, tirent profits du froid, d'autres, les pauvres, en meurent. On est loin des fadaïses giscardiennes sur la « réduction des inégalités ».

Lire en page 8

Interview
de Conrad Detrez,
Prix Renaudot,
au *Quotidien
du Peuple*

UNE
AUTOCRITIQUE
DU
CASTRO-
GUEVARISME

Lire en page 7

Sommet de la Guadeloupe : aucune décision

Giscard a bien fait les choses pour recevoir Carter, Schmidt et Callaghan sur le « sol français » de la Guadeloupe. Pour eux le luxe, tandis qu'une nuée de policiers ou agents des services de renseignements protégeaient les chefs d'Etat des éventuels manifestants... Hormis cela, rien ne se sera décidé au cours de cette rencontre. Parce que chacun a d'autres partenaires à consulter avant de prendre des décisions, mais aussi parce que les divergences sont nombreuses. Ces divergences portent sur les points dont il était prévu de débattre (négociations commerciales, désarmement et système monétaire), mais aussi sur les grands sujets épineux de la politique internationale (Rhodésie, Iran, Vietnam). Le sommet de la Guadeloupe devait se terminer samedi matin.

Prix : les profiteurs de l'hiver

Depuis plusieurs jours, le prix de certains légumes a augmenté considérablement, notamment les légumes de saison : carottes, poireaux. La cause ? Les grossistes et le gouvernement l'ont trouvé : en cœur, ils répondent : c'est la vague de froid actuelle. Il est vrai que le froid, en ralentissant l'arrachage, favorise cette hausse. Mais il est en tout cas surtout le bienvenu pour en cacher la cause principale : la spéculation, calamité bien plus grave !

Lire en page 8

Les manœuvres politiques se développent à Téhéran

Lire en page 6



Ici la neige n'est pas encore passée, et pourtant les sacs s'accumulent à cause du manque d'effectif

Le démantèlement qu'est-ce que c'est ?

D'abord les effectifs du centre sont passés de 2 500 en 1974 à moins de 2 000 aujourd'hui avec la politique des CTA de banlieue de province (comme à Bordeaux). Mais en fait le courrier a augmenté. Il a pratiquement doublé par rapport à 77 ! Pour l'administration le problème est donc de rentabiliser au maximum les effectifs. Faire tourner la machine au plus juste.

Aussi elle impose des repos d'office en fonction du travail à effectuer et n'hésite pas à changer de service les gars. C'est ce qu'on appelle l'interpénétration des services :

Comme les gars s'y opposent, les bidous ne reculent devant rien. Et puis la direction est en train de resserrer les contrôles médicaux qu'elle juge abusifs.

Autre objectif de l'administration : la mise au pas des brigades de nuit et leur suppression progressive dans le cadre du plan «Benac». C'est que les services de nuit sont les plus actifs et coûtent plus cher à l'administration.

Enfin suppression progressive des ambulants (voir le témoignage de l'ambulant). Il y a d'abord la disparition des primes (train de jour). Ce qui se traduit par un surcroît de trafic sur Paris-La Rochelle par exemple.

Et puis, les effectifs, non embrigadés (on peut les changer brigade là encore au gré des variations du trafic) augmentent.

Manque d'effectifs, repos d'office n'importe quand, plan global de démantèlement, renforcement du pouvoir des petits chefs, restructuration... voilà les plans de l'administration.

Les travailleurs du centre y opposent ces revendications :

- augmentation des postes de travail
- suppression des repos d'office et de l'interpénétration
- respect des droits syndicaux

Un ambulant* du Sud-ouest raconte

Chez nous, les conditions de travail sont très dures : roulis du train, poussière... Or il y a une augmentation du trafic depuis quelques années et le personnel ne suit pas.

De plus, les malades ne sont pas remplacés. En effet, vu les primes que l'administration est obligée de nous verser en contrepartie de la dureté du travail, ils essayent de mettre le moins de postiers dans le coup. D'ailleurs les avantages ont tendance à se réduire. Car ils ne suivent pas le coût de la vie. Il y a quelques années les frais de voyage représentaient une deuxième paye. Aujourd'hui on en est à 120 F par voyage !

L'administration cherche à supprimer les ambulants sous prétexte que ça revient trop cher (alors qu'ils ont dépensé des milliards pour les machines automatiques). En plus c'est bien dans l'axe de la SNCF qui ne veut plus que des trains rapides qui s'arrêtent le minimum de temps, dans le minimum de gares. Pas le temps de charger les sacs... Toujours la même rentabilité ! Leur plan, c'est de mettre en place dans toutes les régions des grands CTA (centre de tri automatique) où le courrier arriverait directement de Paris par avion ou par train rapide et serait trié sur place.

Ainsi ils en ont mis un en route à Bordeaux, depuis un an à peine. Or il n'est pas au point, ça entraîne un déversement excessif qui nous retombe sur le nez.

Et puis, ces machines automatiques ne trient pas tout (il restera les paquets, les journaux...) alors ils nous refileront la merde. D'ailleurs c'est fait dans l'optique de rentabiliser les installations et le personnel. Pour le «service public» l'administration s'en fout complètement puisque le J + 1 va disparaître de cette façon. (Le J + 1 c'est le courrier qui posté le soir dans n'importe quel coin de la France, arrive le lendemain matin aux quatre coins du pays).

Aujourd'hui, on ne voit plus bien comment s'opposer à ce plan qui se met en place petit à petit. En tous cas, on voit bien ce que ça va nous coûter en perte de salaires. Bien sûr le boulot était crevant. Mais tu sais quand on vient de la province c'est aussi bien de rester accroché dans un centre de tri parisien. Et puis il y a la bonne entente, la solidarité. Pour cette grève du 8, ça ne va pas régler le problème de la restructuration des ambulants, mais on marchera avec. C'est un problème de répression. Ça nous touche aussi la mise au pas.

Maintenant pour nous les ambulants, il faudrait qu'on contacte ceux des autres centres de France pour que ce soit efficace pour qu'on bloque tous ensemble les trains.

* Les ambulants trient le courrier dans des wagons postes accrochés aux trains rapides de voyageurs ou de marchandises.

Autoritarisme et répression

LES POSTIERS DU CENTRE AUSTERLITZ RIPOSTENT

Reportage de Jean JAULIN

● Le froid glacial du matin envahit le transbordement du centre de tri d'Austerlitz à Paris. Les gars se gèlent sur place. On parle surtout du thermomètre. Mais pas seulement, car juste derrière, des sacs postaux s'amoncellent. Grève des postiers ? Non. Aujourd'hui, ce sont les cheminots qui accrochent les trains qui viennent de rentrer en grève bloquant le départ des ambulants qui ne peuvent donc plus acheminer le courrier vers la Province. Mais la grève aura bien lieu. Un préavis vient d'être déposé pour lundi prochain. A Auster, on en a marre des sanctions, de la mise au pas de l'administration qui veut «réorganiser» Auster. La grève ne durera pas 24 heures, elle est reconductible.

L'affaire remonte au 18 octobre. Ce jour là, les travailleurs de la PAED (poste aviation étranger) partaient en grève à 75 %, pour lutter contre l'interpénétration et les repos d'office. Trois militants syndicaux prennent alors la parole sur le temps de travail pour informer le personnel. L'administration répond alors par trois enquêtes 532 : 2 gars auront de très sévères observations. Le troisième aura un blâme, il est déplacé de service et menacé de conseil de discipline. La même affaire se reproduit dans tous les services. Au total 12 enquêtes 532 seront lancées contre des militants syndicaux conduisant à des sanctions de type «sévères», et très sévères observations.

Or si c'est la grande affaire, ce n'est pas la première ni la dernière... Depuis quelques temps, et notamment depuis son changement de directeur, Auster est dans le colimateur de la DSA (direction). Des gars sont changés de brigade de façon autoritaire et forcée. Avec l'aide des bidous*, toutes les affaires sont traitées avec la plus grande efficacité. «Tenez l'exemple de ce gars. Cela fait 15 ans qu'il travaille à Auster. Or voilà qu'il lance un jour un pétard pour rigoler avec sa brigade. Pan ! pour ce chahut, le voilà déplacé de brigade et perdant de ce fait un an d'avancement. On n'a jamais vu ça !». Enfin il y a le coup des congés d'office (cf. encart) dont les bidous se servent pour faire peur aux gars.

Et puis cet autoritarisme envers les droits du personnel se retrouve tout particulièrement lorsqu'il s'agit des militants syndicaux : PV pour distribution de tracts, refus des libertés syndicales, comme la prise de parole. «C'est la première fois depuis que je travaille dans les PTT que je vois mettre des PV pour une distribution de tracts par exemple», nous raconte le Secrétaire de la section CFDT.

Autoritarisme gratuit, vengeance des bidous mal placés dans un milieu où les «valeurs traditionnelles» évoluent rapidement au rythme du dégoût des jeunes venus souvent de la province ? Nouveau directeur en

mal d'ulcère ?.. Toutes ces tentatives d'explications n'arrivent pourtant pas à convaincre les organisations syndicales. Parce qu'en face, il y a la «réorganisation» d'Auster, et comme par hasard, celle-ci colle parfaitement avec la mise au pas actuel.

GREVE DE 24 HEURES RECONDUCTIBLE

Alors comment en est-t-on arrivé à ce préavis de grève reconductible par 24 heures ? La situation s'y prête-t-elle tant que ça ? Nous voilà à la rentrée des congés, les gars ont besoin de fric, et puis un peu partout ce n'est pas la joie. Alors pourquoi ?

«Pour les 2 sections syndicales CGT et CFDT, qui sont à l'origine du préavis, il y a au moins 2 raisons qui justifient cette action :

«Il faut mettre un stop à l'autoritarisme qui soit un stop global. Ça ne peut plus durer. Mais cette grève n'est pas seulement l'affaire des sanctions. Car si les sanctions servent de paravent pour camoufler les problèmes locaux qui existent, c'est là qu'il faut agir, sinon on risque de passer à côté de la plaque pour le personnel».

«Oui, il faut que cette grève débouchent sur le retrait des sanctions, le versement d'une prime de froid pour le transbord, etc, qu'elle soit l'occasion finalement d'établir un cahier de revendications des problèmes locaux». Rien à voir avec la mobilisation générale et les grands sons de trompettes pour rien, on cherche maintenant à construire le rapport de force.

«La deuxième raison, qui nous a poussé à proposer ce type de grève, c'est la difficulté qu'on a eu d'étendre la lutte aux autres services». Trois grèves de services ont marqué la vie du centre en 78, (la dernière étant en octobre). Elles n'ont pas abouti, les gars sont restés isolés dans leur service.

* Bidous : en argot des postiers, cela signifie ce que l'administration appelle un brigadier, c'est-à-dire un chef.

RÉPONDRE AUX INTERROGATIONS DES GARS

Cette constatation qu'il faut étendre la lutte sur les problèmes locaux est-elle partagée par les gars du centre ? Sont-ils prêts à suivre ? Une première constatation s'impose. Auster bouge. Le centre qui semblait recouvert depuis 74 d'une fine couche de poussière éternue. C'est d'abord les trois grèves de service de l'an passé. Puis c'est la mobilisation aux journées nationales d'action plus forte que la moyenne : 75 % en octobre, 45 % en novembre, 70 % pour la SS.

C'est aussi et surtout la détermination des gars de la PAED devant la blâme imposé à Taubmann.

Dès le 25 décembre, alors que Taubmann était brutalement changé de service (12 h - 20 h) au lieu de la nuit, se traduisant par une perte de salaire, ses camarades de service décidaient de le maintenir dans la brigade malgré l'avis de l'administration. L'affaire aurait pu aller loin et devenir une affaire Llamas bis (le gars de Créteil), si la détermination de la brigade de Taubmann, et le dépôt de préavis n'avaient contraint l'administration à reculer une première fois sur la sanction et les menaces de conseil de discipline.

La deuxième, c'est que si les journées nationales d'action ont été suivies, leur efficacité ne trompait personne. 75 % en octobre, 45 % le 25 novembre. Heureusement que la troisième portait sur les atteintes à la Sécurité sociale, sinon cela aurait été un bide. Et cela les militants syndicaux en ont tenu compte. «Il y avait un risque que les syndicalistes se coupent de la masse des travailleurs à force de journées comme celles-là où ils se retrouvaient seuls sur la brèche. D'ailleurs sur le centre, la desyndicalisation menaçait. Elle menace toujours si on n'est pas capable de comprendre l'attente des gars».

La réflexion des sections syndicales est intéressante. Dans le gros centre parisien, un des rares à Paris où les sections syndicales se maintiennent et progressent même un peu pour la CFDT, les échecs passés sont soigneusement réfléchis. C'est cela qui conduit au préavis de lundi. Dans le contexte actuel, où les travailleurs combattifs cherchent des nouvelles perspectives de lutte, ce sera une étape importante.

LA RUPTURE MITTERRAND - ROCARD : POURQUOI ?

● L'ancienne coalition dirigeante du PS est menacée de disparaître au congrès de Metz en avril prochain. C'est là la principale leçon de la troisième «séance de vérification» qui s'est tenue mercredi soir. Pour le moment donc, les proches de Mitterrand (lui-même n'a rien signé pour l'instant) d'une part et Mauroy-Rocard d'autre part ont déposé deux contributions différentes. Sans entrer dans les détails, il faut savoir que les statuts du PS prévoient toute une série de passerelles permettant lors de la préparation du congrès et au cours de celui-ci, en fonction des rapports de forces, de réaliser des accords de synthèse.

La difficulté, en examinant les lignes politiques dont les dirigeants du PS sont porteurs, c'est que la franchise n'est pas leur principale qualité. Dans la polémique actuelle, pour que jamais chacun cherche à rendre ses positions les plus présentables possibles.

Toutefois, en examinant leurs textes, les positions qu'ils ont pris depuis quelques mois, il semble que l'on puisse en tirer quelques points de repère.

Deux grandes questions en effet divisent aujourd'hui la social-démocratie : la politique économique et l'Europe.

PROMESSES DÉMAGOGIQUES OU «RIGUEUR ÉCONOMIQUE»

Schématiquement, Mitterrand pense qu'avoir une crédibilité «de gauche» chez les travailleurs implique pour le PS de s'engager à satisfaire un certain nombre de revendications, dites fondamentales ; quitte, si cela est nécessaire, à ce que la «rigueur économique» passe au second plan.

Evoquant la polémique qui avait traversé le PS peu avant le mois de mars dernier, au sujet du SMIC, Mitterrand déclarait il y a peu au journal *La Croix* : «Si un gouvernement de gauche n'avait pas été capable de fixer le SMIC à 2 400 F en mars 78, c'est qu'il n'aurait été capable de rien faire.»

La logique de Rocard en la matière est différente : selon lui, le PS doit faire la preuve de sa rigueur économique. «Expliquons aux travailleurs les risques qu'il y a à brûler les étapes, ils nous comprendront», explique-t-il. En fait, Rocard cherche surtout à gagner les voix de cette frange de la bourgeoisie inquiète de l'incapacité de la droite à sortir le pays de la crise mais qui juge la gau-

LA CONTRIBUTION DE DELORS

Jacques Delors, ancien collaborateur de Chaban lorsqu'il était à Matignon, conseiller de Mitterrand, ainsi que de «l'appel des trente» qui, en juillet dernier, passait pour un texte de soutien au Premier secrétaire, a annoncé qu'il déposait une contribution préparatoire au prochain congrès du PS.

che peu sérieuse dans ses promesses. Ce à quoi Defferre, inconditionnel de Mitterrand répond : «La droite préfère Rocard mais dans le secret de l'isolement, elle préfère la droite...»

En contrepartie, Rocard afin d'atténuer l'impression de réformisme extrême qui pourrait en découler, tient un discours qui se veut porteur des aspirations de mai 68. Guerre au centralisme, guerre à l'omniprésence, à l'omnipotence de l'État. Jeudi matin, à Europe 1, il n'hésitait pas à dire que sa conception des choses, c'est «que chacun se prenne soi-même en main.» Il multiplie par ailleurs les clin d'œil en direction des syndicalistes, des membres d'associations de consommateurs...

Le second point principal d'opposition entre Rocard-Mauroy et Mitterrand porte sur la question de l'Europe.

LES TRAVAILLEURS SCHMIDT ET CALLAGHAN

Mauroy est un chaud partisan de la construction

Mitterrand hésite en ce moment à changer de partenaires et à aller à la bataille de Metz en compagnie de Chevènement. Afin d'entraver un accord de ce type, Mauroy affirme qu'une alliance Mitterrand-Ceres mettrait un point final aux possibilités de réconciliation des amis d'hier.

En tout état de cause, ce qui guidera les différents leaders, ce sont les rapports de force. A l'heure où la crise interne du PS occupe le devant de la scène, il est légitime de s'interroger sur les oppositions politiques existant entre les différents leaders du PS.

européenne. Dans son livre autobiographique, «Les héritiers de l'avenir» il est étrangement muet sur sa conception du «socialisme» mais en revanche très prolixe sur l'Europe. Un journaliste rapportait récemment les propos du maire de Lille au sujet de ses amis sociaux-démocrates européens : «Ils font des erreurs, c'est vrai, mais ce sont des travailleurs et ils sont au pouvoir...»

Mitterrand n'est pas, tant s'en faut, hostile à la construction européenne mais il est malgré tout plus réservé. Sur cette question aussi, il est plus sensible à la pression du PCF.

Ces deux points de clivage entre les anciennes composantes de la «majorité du PS» entraînent nécessairement des conceptions différentes du type d'accord à passer avec le PCF.

QUEL ACCORD AVEC MARCHAIS ?

Mauroy n'hésite pas à affirmer que ceux qui

disent que l'on peut rediscuter d'un accord de gouvernement avec le PCF dans les mêmes termes qu'avant mars 78 se moquent du monde. Sans doute Mitterrand n'envisage-t-il pas non plus le même accord qu'en 1972 mais le fait est qu'il continue à se présenter comme un chaud partisan de l'union de la gauche.

Pourtant, aucun de ces désaccords n'est irréductible. La question, pour les deux tendances nouvellement apparues, est de savoir quelles concessions elle doit éventuellement faire si le rapport de force l'exige.

En l'état actuel des choses, il semble que ce sont Mauroy et Rocard qui sont le plus en mesure d'imposer des concessions à Mitterrand. Il est toutefois délicat de prévoir l'avenir d'un parti qui compte actuellement cinq tendances. Peut-être y verra-t-on un peu plus clair samedi à l'occasion du comité directeur.

François MARCHADIER



Rocard est parvenu (provisoirement ?) à écarter Mauroy de Mitterrand.

Saint-Denis (Seine St-Denis)

Bousculades au pointage des chômeurs

Le nombre de chômeurs ne cessant d'augmenter à Saint-Denis (6 500 pour près de 100 000 habitants), les lieux de pointage deviennent de plus en plus vastes. Après avoir pointé à l'ANPE dans la salle municipale rue Suger, c'est maintenant dans le gymnase près du Théâtre Gérard Philippe que sont entassés chaque mercredi tous les quinze jours les chômeurs de plus de 33 ans le matin ; le reste l'après-midi.

Mercredi 3, la bousculade, l'entassement et l'énerverment ont atteint un sommet : 3 heures d'attente pour pointer auprès de

fonctionnaires de l'ANPE débordés. Ils étaient quatre pour environ 3 000 personnes. Bousculades, cris et même quelques échanges de coups entre chômeurs excédés par l'attente et la fatigue. Dans les files d'attente, le caractère de plus en plus massif du chômage était souligné et la détresse de plus en plus grande des familles, tel ce régulier P 2, licencié depuis un an, père de quatre enfants, qui voyait avec colère son loyer passer à 1 000 F par mois à la cité des Francs-Moisins.

Quasiment aucun chômeur n'a pu payer ses impôts locaux, qui oscillent

entre 800 F et 1 500 F par famille.

La colère, mêlée à la révolte et au pessimisme, quant à l'avenir, s'imaginaient fortement à l'occasion de cette bousculade.

On comprend mal pourquoi l'ANPE ne met que quatre fonctionnaires pour assurer les pointages ; sans doute que, pour eux, les chômeurs ont le temps.

Dans tous les cas, avec l'hiver rigoureux, les hausses continues, ce ne sont pas les 100 F versés royalement par la municipalité aux chômeurs avant Noël qui va soulager la détresse des familles. Au moment où, sur la Seine Saint-Denis, les placards

● Le grand débat... les élections cantonales sont-elles politiques ?

Giscard ayant affirmé en recevant mercredi les vœux des journalistes que les prochaines élections cantonales européennes «n'ont pas de signification politique intérieure», il s'attire une vive réplique de la *Lettre de la Nation*, organe du RPR. Celle-ci déclare : «Pour les cantonales le coup est classique. L'opposition ne l'entend jamais de cette oreille. Elle politise à fond les élections cantonales et généralement ça lui réussit. Le souvenir de celles du printemps 1976 est assez récent pour rester cuisant. Evidemment si le président de la République est sûr — et on ne peut pas lui donner tort — que les prochaines élections cantonales seront un échec pour le gouvernement, on comprend qu'il veuille prendre des précautions en les effaçant d'avance de son calendrier personnel. (...)

Pour sa part, Rocard déclarait jeudi au micro d'Europe 1 : «Il n'est pas vrai que l'élection présidentielle soit la seule importante. C'est d'autant moins vrai pour moi qui suis un socialiste autogestionnaire. (...) Les élections cantonales font partie du tissu démocratique français. La pente qui voudrait que tout dépende du président de la République, que la vie des communes, des départements, des régions ait moins d'importance, n'est pas une pente démocratique. On n'a pas le droit de mésestimer telle ou telle élection.»

Rocard n'a pas pour autant annoncé qu'il démissionnerait de ses mandats de Maire et de député pour se présenter aux prochaines cantonales et consacrer tout son temps à son Conseil général s'il était élu.

● Pierret de moins en moins sévère avec Rocard

Dans une interview au *Nouvel Observateur*, Pierret, qui a quitté le Ceres au cours du colloque que celui-ci organisait en décembre, et qui a formé une nouvelle tendance au PS : «Union pour l'autogestion», déclare : «Nous sommes en désaccord avec Michel Rocard sur l'Union de la gauche, parce que nous refusons l'hypothèse de la marginalisation du PCF, et aussi sur les nationalisations : elles constituent pour nous, l'un des éléments décisifs de la construction du socialisme. Mais nous pensons que, au lieu de jeter l'anathème, il faut poser les vraies questions à Michel Rocard pour qu'il sorte enfin de ses ambiguïtés et s'inscrive pour de bon dans la ligne d'Epinais.»

Saint-Etienne réunion-débat

Le 6 janvier 1979 de 15 h à 19 h
Amicale laïque. A. Chapelon
9 rue Benoît Malon
(quartier Jacquard)

A L'APPEL DE LA CELLULE «GERMINAL»
(SAINT-ETIENNE)
DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
marxiste-léniniste

HAUSSE DES PRIX
EN 1978
SELON LA CGT :
+ 12 %

Selon le calcul de la CGT, l'indice des prix a enregistré une hausse de 0,5 % en décembre. Au total, la hausse aura été de 12 % pour l'ensemble de l'année 78, contre 11 % en 1977. C'est le poste «hygiène et santé» qui a augmenté le plus au cours de l'année (+ 21,2 %) suivi des «loisirs et culture» (+ 17,4 %), de l'habillement (+ 13,1 %), des transports et télécommunication (+ 12 %) et de l'alimentation (+ 10,6 %)

Correspondant
SAINT DENIS

Les élections professionnelles en 1978

NOUVELLE ANNÉE

DE RECULS POUR LA CGT

Le recul continu de la CGT aux élections professionnelles se poursuit inexorablement. Il semble même qu'il ait connu une certaine accélération dans le cours de l'année 1978. Une étude publiée par le journal *Le Monde*, à partir de résultats dans des usines significatives, confirme cette tendance que la direction de la CGT ne parvient pas à enrayer.

Entre 1977 et 1978, la CGT a reculé dans les collèges ouvriers de 4 % à Air-France, 3 % à l'arsenal de Toulon, 6 % à Michelin, 5 % à Billancourt, 6 % à Peugeot-Sochaux, 4 % à la SNCF... D'autres résultats sont indiqués où la CGT progresse, mais ils portent globalement sur un nombre de voix tellement réduit qu'ils ne peuvent (malgré les efforts de la direction confédérale) constituer une contre-tendance. De plus, ils sont en général livrés «tous collègues confondus», ce qui fausse les données au départ. On notera avec intérêt à ce sujet les résultats aux chantiers navals de la Ciotat : alors que la CGT enregistre l'énorme recul de 16 % dans le premier collège (ouvriers, employés), elle ne perd que 10 % dans le deuxième collège (techniciens, agents de maîtrise...) et au contraire, gagne 6 % dans le troisième collège (cadres, ingénieurs...). Dans une entreprise où s'est débattue, pendant plusieurs mois, la question d'une authentique riposte au chômage et aux licenciements, voilà un jugement net porté sur l'attitude de la direction locale de la CGT. La direction de la CGT reconnaît «qu'il y a problème de ce côté». Séguy à Grenoble a tenté d'y apporter des justifications, pressé qu'il était par les questions de plus en plus nombreuses posées par les militants. Pour Séguy, il y a sept raisons principales qui expliquent ce phénomène parmi lesquelles la répression patronale, l'insuffisante mobilisation des militants, les tentatives de relance de la collaboration de classes et, bien sûr, l'inévitable «campagne de calomnies contre la CGT». Évidemment, il n'est nullement question dans l'esprit du Secrétaire général de mettre en question la ligne suivie par la direction confédérale. C'est bien pourtant là que résident les raisons profondes de la perte d'audience de la

CGT auprès des travailleurs : l'accélération du recul après le mois de mars, Séguy l'attribue à «l'amère déception qui a suivi la grande espérance d'une victoire de la gauche». Sans doute ; mais il n'en reste pas moins que, d'une certaine manière, c'est bien d'un désaveu de la politique suivie qu'il s'agit. De plus, il ne faudrait tout de même pas oublier que cela survient aussi après les prises de positions outrancières et tapageuses de la direction confédérale en faveur du PCF dans son combat contre le PS. Voudrait-on nous faire croire le contraire ? La levée de boucliers dans les rangs de la CGT après le meeting de Gentilly, où Séguy avait appelé à voter pour le PCF, ne venait pas seulement de la part des militants du PS.

Au reste, l'érosion continue de la CGT ne date pas de la campagne électorale de 1978. Il remonte à de nombreuses années. Il semble, de ce point de vue, que Mai 68 ait été un moment significatif de ce processus. Le recul, d'ailleurs, ne porte pas que sur les résultats des élections professionnelles. Il a ses répercussions à l'intérieur de la CGT. La fameuse «campagne pour les trois millions d'adhérents» lancée à grand bruit, s'est soldée par un échec incontestable.

Ce phénomène est à replacer dans une désaffection d'ensemble de la part des travailleurs par rapport aux propositions syndicales des confédérations. Il faut savoir, par exemple, qu'à Renault-Flins, 5 % seulement des 20 000 travailleurs sont syndiqués.

Il y a un risque important : c'est de voir la classe ouvrière se détourner en général de l'organisation syndicale, le risque de voir progresser les idées pessimistes sur la possibilité de lutter avec des organisations toutes entières au service des travailleurs.

Cette situation interpelle les syndicalistes authentiques. Elle leur fixe d'œuvrer sans retard au rassemblement de tous ceux qui aspirent à redonner la direction des syndicats aux travailleurs, à en faire des armes de lutte effectives.

Gérard PRIVAT

Brasserie Dumesnil (Ivry)

Le premier recul du tribunal

Depuis plus d'une semaine, la brasserie Dumesnil, à Ivry, est occupée. La direction, qui est en fait BSN Gervais Danone, a décidé de la fermer, à partir du premier janvier, pour cause de non rentabilité, comme elle dit. Quatorze autres brasseries du groupe, sur les dix-huit qu'il possède en France, doivent d'ailleurs connaître le même sort. Pour Ivry, cela veut dire 106 licenciements.

L'inspection du Travail du Val de Marne, saisie par les syndicats, avait d'abord refusé les licenciements. Refus de courte durée, puisque 24 heures plus tard, elle décidait de les accepter. Après ce volte-face tout de même un peu curieux, la CGT déposait un recours auprès du ministre du Travail et demandait une contre-enquête. Ce qui fut accordé, et rendez-vous pris pour le 12 janvier. Ce délai laissait les mains libres à la direction pour mettre une partie de ses

projets à exécution, en premier lieu la fermeture de l'usine. Pour ce qui est de déménager les machines, elle avait demandé aux ouvriers licenciés de le faire ! Bien entendu, ils ont refusé, et occupé l'entreprise pour éviter que les machines s'en aillent... La direction demandait alors aux tribunaux l'évacuation de la brasserie, et portait plainte contre deux responsables CGT de l'UD et de l'UL. Le procès avait lieu jeudi après-midi.

Le tribunal de Créteil a nommé un expert pour examiner les conditions dans lesquelles se déroule l'occupation. Ses conclusions devraient être rendues le 11 janvier. Un recul, incontestablement, quand on sait que la direction exigeait l'évacuation des locaux de travail. Mais la vigilance s'impose jusqu'au jugement définitif !

● Rennes : grève des éboueurs



Depuis le 22 décembre, les éboueurs de la ville de Rennes et des 39 communes environnantes sont en grève. Ils réclament une augmentation de 10 %, la répartition de leur travail hebdomadaire sur 5 jours au lieu de 6, et des primes de transport.

La direction de la société NETRA refuse de négocier prétendant qu'«aller au delà de ce que prévoit la convention collective nationale équivaldrait à se placer en position d'infériorité vis-à-vis de la concurrence et donc compromettre à la fois l'avenir de la société et des employés». Discours traditionnel qui n'émeut guère les grévistes, d'autant que le chiffre d'affaires de NETRA a augmenté de 35 % au dernier exercice... La grève continue donc.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

● L'enjeu pétrolier de l'Iran est déterminé par les énormes ressources pétrolières que ce pays recèle, et qui lui permet de fournir au moins le dixième de la production mondiale. L'importance du pétrole iranien est particulièrement marquée dans les approvisionnements des pays du Marché commun et du Japon.

L'arrêt des exportations pétrolières de l'Iran, qu'entraîne la grève des ouvriers du pétrole en lutte contre la dictature du Shah, s'il se poursuit et même si ses conséquences ne sont pas immédia-

Les grèves dans le secteur pétrolier en Iran posent la question de l'arrêt des livraisons et de ses conséquences. Son effet ne s'en ressentira que dans un mois, ce qui correspond au temps que met un pétrolier pour faire le tour de l'Afrique et arriver à destination, en Europe. Mais la question de savoir comment remplacer, éventuellement, le pétrole iranien reste posée.

Elle ne se pose pas dans les mêmes termes pour les principales puissances concernées.

Pour l'Europe, le pétrole iranien est doublement précieux, en tant que source d'approvisionnement et aussi du point de vue financier. Ce sont les compagnies européennes du

consortium qui disposent de 60 % des parts. Pour les compagnies participant au consortium, ce pétrole représente donc une part très importante dans leurs ressources totales : 39 % pour la BP ; 14 % pour la CFP et autant pour la Shell. La question ne serait donc pas résolue par des fournitures de pétrole venant d'une autre région.

Au moment des premières grèves iraniennes, les compagnies européennes mettaient leur espoir dans l'éventuelle augmentation de la production de l'Arabie Saoudite, seule capable de compenser la production iranienne.

Pour le Japon, qui a passé des accords de fourniture à long terme avec la NIOC, le pétrole iranien est

Quand, en 1901, le britannique W.K. d'Arcy obtient du Shah d'Iran une concession pétrolière couvrant les cinq sixièmes de l'Iran, le pétrole est encore bien loin d'avoir l'importance qu'il a acquise depuis, mais cela inaugure à la fois l'ère des grandes concessions générales qui, au Moyen-Orient, seront le cadre juridique dans lequel vont s'inscrire la mainmise et le pillage impérialistes, et l'ère, où, notamment à cause de ses richesses pétrolières, l'Iran va devenir un enjeu de premier plan.

Tandis que les nouveaux progrès accomplis sur le plan des techniques, vont donner au pétrole une importance croissante, l'utilisation du pétrole comme source d'énergie, notamment pour la chauffe des navires de guerre, va imposer aux puissances impérialistes de s'assurer des sources d'approvisionnement abondantes et sûres.

Aussi, la rivalité des compagnies pétrolières pour le contrôle des gisements à travers le monde, va se doubler, à la veille de la Première Guerre mondiale, de la rivalité des États.

L'Iran va être, à cet égard, un «champ d'expérimentation». En Iran, la production pétrolière a commencé en 1908, et la société qui l'exploitera pendant près d'un demi-siècle, l'Anglo Persian Oil Cy (1), voit le jour en avril 1909.

Profitant de la mainmise britannique sur une partie de l'Iran, l'amirauté britannique, qui s'est engagée dans la modernisation de sa flotte, va détenir, à partir de 1914, 51 % des parts de la société Anglo Persian Oil Cy.

Tandis que la Première Guerre mondiale met en

évidence le rôle grandissant joué par le pétrole, celui-ci va peser de plus en plus lourd dans l'histoire et l'économie de l'Iran, déterminant les relations extérieures de ce pays et marquant profondément sa situation intérieure.

CONVOITISES AMÉRICAINES

Profitant du retrait russe à la suite de la Révolution d'Octobre, les Britanniques règnent en maîtres en Iran, au sortir de la guerre.

En août 1919, sous prétexte de lui fournir des subsides et du personnel, ils signent avec le gouvernement persan un accord qui fait du pays un protectorat britannique. Mais ce traité qui ne fut jamais ratifié s'inscrivait dans un nouveau contexte, le rapport de forces d'avant-guerre étant considérablement modifié. La Révolution soviétique influe sur les luttes du peuple iranien, tandis que les États-Unis apparaissent comme la puissance impérialiste montante, disputant déjà aux Britanniques leurs positions.

Le majlis (le parlement iranien) décide, à l'unanimité, (novembre 1921), de remettre à la Standard américaine une concession d'exploitation dans les cinq provinces du Nord du pays pour une durée de 50 ans.

Cette décision est en contradiction flagrante avec les termes du traité signé quelques mois plus tôt avec l'URSS, selon lequel l'Iran s'engageait à «ne pas céder à une tierce puissance ou à ses sujets les concessions et propriétés rendues, et à conserver ces droits à la nation persane».

En mars 1922, le gouvernement persan informera officiellement Washington que

IRAN : UN ENJEU STRATEGIQUE MONDIAL

L'ENJEU PETROLIER

Par Sonia SASSOUN

tes, aura forcément à terme un important retentissement sur les économies occidentales, en posant le problème des approvisionnements mais aussi celui des prix (la réduction de la production globale de pétrole pesant dans le sens d'une réévaluation des prix pétroliers).

L'enjeu pétrolier de l'Iran, plus que ses propres ressources, c'est aussi la situation de ce pays en tant qu'il contrôle l'accès sur le golfe, à d'autres pays gros producteurs de pétrole, tels que

l'Arabie Saoudite. Par sa position géographique, par sa situation de puissance régionale, l'Iran occupe une place de premier plan sur la route du pétrole.

Comme le montre toute l'histoire de l'Iran depuis le début du siècle, la question pétrolière a déterminé pour une large part les relations extérieures de ce pays, la dépendance, les pressions qu'il a subies, et du coup sa situation intérieure.

Aujourd'hui encore, cette question est une des

raisons essentielles qui font de l'Iran un enjeu de première importance, elle sert au cœur de la rivalité des deux superpuissances concernant ce pays. Ainsi, Moscou est directement intéressé à supplanter les Américains en Iran. Non que l'URSS ait un besoin vital immédiat du pétrole iranien mais, il s'agit pour elle de tenter de supplanter les Américains, dans le contrôle d'une grosse source d'approvisionnement et d'une position-clé dans les approvisionnements énergétiques de l'Occident et du Japon.

actuellement irremplaçable, même si l'Arabie Saoudite augmentait sa production.

Les sociétés américaines membres du consortium, prises séparément, estiment que les 7 % détenus sont bien peu par rapport aux ressources qu'elles détiennent par ailleurs. Mais, vu sous l'angle des intérêts pétroliers américains, 40 % des parts du consortium représentent des quantités qui ne peuvent pas être négligées.

L'ENJEU PETROLIER DE L'IRAN N'EST PAS SEULEMENT DANS SES RESSOURCES

En fait, il faut replacer le pétrole iranien dans le cadre de l'ensemble du pé-

trole en provenance de la zone du Proche-Orient.

Sur le plan pétrolier, l'enjeu de l'Iran ne réside pas seulement dans ses propres ressources pétrolières, mais aussi dans le fait qu'il occupe une po-

sition clé permettant de contrôler de fait l'essentiel des ressources pétrolières de la région. Par exemple, les puits de pétrole de l'Arabie Saoudite sont tous situés à l'Est de ce pays, c'est-à-dire sur le golfe

(arabo-Persique), juste en face de l'Iran.

L'Iran permet d'accéder directement au golfe Persique et à l'océan Indien et de contrôler les approvisionnements pétroliers de l'Europe, du Japon et des États-Unis. Si l'URSS gagnait des positions en Iran, elle détiendrait donc de ce fait des moyens de pression très importants.

Compte-tenu des positions qu'elle a acquises en Angola et en Ethiopie, qui sont importantes pour les voies maritimes du pétrole, elle ferait peser à tout moment la menace d'un blocus de ces voies. Ainsi l'enjeu du pétrole iranien et de l'Iran s'inscrit dans la rivalité des deux superpuissances pour l'hégémonie et le contrôle de l'Europe.

A noter que les États-Unis ne sont pas à égalité avec l'URSS sur le point de leurs propres approvisionnements, car si le pétrole du Proche-Orient représente, pour eux, une ressource

ce dont ils peuvent difficilement se passer, ce n'est pas encore le cas pour l'URSS, qui consomme pour l'essentiel sa propre production.

Où va le pétrole iranien ?

Près de 20 % des approvisionnements pétroliers du Japon viennent d'Iran, pour la CEE cette proportion est de 14 % (9 % pour la France) et pour les États-Unis 13 %. Dans le cas du Japon, c'est notamment la NIOC qui assure directement les fournitures. Il faut noter aussi que l'Iran est le gros fournisseur de pétrole de l'Afrique du Sud et de l'État d'Israël qui en dépend pour 60 % de ses approvisionnements.

Alors que le pétrole représentera environ 90 % des exportations iraniennes, celles-ci sont effectuées d'abord vers le Japon (17,20 % des exportations iraniennes totales en 1976) puis, la RFA (7,70 %), la Grande-Bretagne (7,30 %), les Pays-Bas (6,70 %), les États-Unis (6,30 %), etc.

Qui possède le pétrole iranien ?

Selon l'accord de 1973, le pétrole produit par les compagnies du consortium (1) appartient à la NIOC (2) qui vend à celles-ci 3/5 de la production au prorata de leur participation et commercialise elle-même les 2/5 restants. 90 % du pétrole iranien sont produits dans le cadre de cet accord.

La NIOC et quatre autres compagnies constituées par l'association de compagnies étrangères et la société nationale iranienne assurent la production des 10 % restants.

(1) Le consortium se transforme en société de service qui produit le pétrole pour le compte de l'Iran et n'a aucun pouvoir de décision, ni sur les prix, ni sur les quantités, ni sur les programmes.

(2) NIOC : National Iranian Oil Company.

L'histoire d'un enjeu

l'accord entre le Standard et l'Anglo-Persian provoque des «difficultés politiques en Perse». Les protestations soviétiques et la haine des Iraniens pour l'impérialisme anglais ont ainsi écarté provisoirement les Américains des gisements du Nord du pays. Mais les Américains n'ont pas renoncé pour autant à prendre pied en Iran.

UN NOUVEL ENNEMI POUR LES IMPÉRIALISTES : LE NATIONALISME

Dès 1928, Reza Chah (père du Chah) avait abrogé toutes les conventions accordant des privilèges aux puissances étrangères.

En 1932, le Chah, soutenu par l'URSS, annula également la concession de la toute puissante Anglo-Persian, estimant que les versements sont trop faibles. Devant les menaces britanniques, (Londres a envoyé des croiseurs dans le golfe Persique), il portera l'affaire devant la Société des Nations.

Mais il doit négocier. Un nouvel accord est conclu en 1933, confirmant finalement la concession et la prorogeant pour une période de 31 ans, jusqu'en 1963. En revanche, la superficie de la concession est réduite des quatre cinquièmes et les royalties sont relevées.

Néanmoins, cette première crise a une signification dépassant les résultats acquis par l'Iran à cette époque. Elle ébranle le régime des concessions générales dont le fondement est l'abandon de la souveraineté nationale. Les Iraniens obtiennent un droit de regard sur les activités de l'Anglo-Persian, bien que ce droit restera longtemps fictif.

Cette crise sonne par ailleurs le glas de l'hégémonie

britannique sur les gisements pétroliers du monde. Cependant, ce n'est qu'à l'issue de la deuxième guerre mondiale que cette part de vitesse aboutira à l'élimination de la Grande-Bretagne par les Américains d'une part, par les États producteurs d'autre part, de presque toutes ses positions.

LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE

En juillet 1941, Britanniques et Soviétiques envoient une note conjointe à Rezah Chah pour lui demander

d'expulser les 2 000 experts et techniciens allemands qui se trouvent dans le pays. Devant le refus du Chah, les troupes anglaises pénètrent dans le Sud du pays, tandis que l'armée soviétique prend position dans le Nord. Le Chah devra abdiquer et sera remplacé par son fils (l'actuel Chah d'Iran). L'Iran déclare alors la guerre à l'Allemagne, accorde aux Alliés le libre passage vers l'URSS et laisse l'Anglo Iranian disposer du pétrole.

A la fin de la guerre, en Azerbaïdjan et en pays kurde, des mouvements auto-

nomes se sont constitués, soutenus par l'URSS (novembre 1945).

Mais, les troupes du Chah vont écraser le mouvement en Azerbaïdjan en décembre 1946. L'année suivante, les Américains accordent à l'Iran deux crédits d'armement et envoient une mission militaire, tandis que le majlis rejette à l'unanimité, moins deux voix toutefois, un projet d'accord pétrolier soviéto-iranien. L'Iran est entré dans la guerre froide.

Désormais, tous les événements qui marquent l'Iran vont se dérouler dans ce contexte.

L'Anglo Iranian règne encore en maître sur les affaires pétrolières du pays. Mais les Anglais trouvent à présent sur leur chemin aussi bien les Américains, qui ont tiré profit de la guerre et les évincent ainsi progressivement de toutes leurs positions, que le nationalisme iranien.

QUAND L'EUROPE EST PASSÉE AU TOUT PETROLE

A la veille des années 50, plusieurs faits marquent les relations pétrolières internationales et sanctionnent la modification du rapport des forces internationales.

Dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la production pétrolière américaine ne suffit plus à couvrir les besoins locaux des États-Unis et en 1948, alors qu'ils avaient été les premiers fournisseurs mondiaux, ils deviennent importateurs nets.

Dès 1947, l'Europe n'importe plus de pétrole américain, tandis que ses importations en provenance du Proche-Orient augmentent

toutes les années, passant de 80 000 barils (1) par jour en 1947, à 643 000 barils en 1950. Mais en même temps, que l'Europe devient de plus en plus dépendante du Proche-Orient par ses approvisionnements pétroliers, les sociétés US y gagnent des positions.

En 1949, l'administration du plan Marshall obtient en faveur de l'Europe une baisse des prix du pétrole provenant du Proche-Orient. Les États-Unis entendent relever les économies européennes pour mieux y développer leurs exportations de produits et de capitaux. Les compagnies vont alors miser sur les quantités vendues pour compenser la diminution de leurs surprofits et c'est le coup d'envoi du tout pétrole en Europe, d'autant plus que les réserves pétrolières du Proche-Orient s'avèrent fabuleuses. La part du charbon dans la consommation d'énergie de l'Europe va tomber ainsi de 89,3 % en 1930 à 36,7 % en 1968, tandis que celle du pétrole va passer de 5,2 % en 1930 à 59,9 % en 1968.

NATIONALISATION DU PETROLE IRANIEEN

A la suite de la promulgation par le Venezuela de sa célèbre loi instaurant dès 1948 le système de partage 50/50 des profits avec les compagnies étrangères, le mouvement tend à se généraliser et l'Arabie saoudite obtient ce système dès décembre 1950.

Mais l'Anglo-Iranian croit pouvoir résister à la demande d'appliquer ce système.

Devant cette résistance, le Parlement iranien vote à l'unanimité la nationalisation de l'industrie pétrolière iranienne et Mossadegh de-

vient premier ministre (29 avril 1951).

L'ACCORD DU 29 OCTOBRE 1954

En août 1953, Mossadegh est renversé. L'avenir du pétrole iranien est désormais négocié entre les USA et la Grande-Bretagne. Cependant, les pays producteurs de pétrole ont imposé le système 50/50 et les Iraniens ne veulent pas revenir sur la nationalisation.

La première conséquence de cet accord est que l'Anglo Iranian Oil Company perd son monopole et cède 60 % de ses parts aux autres sociétés du Cartel pétrolier.

Les compagnies américaines détiennent ensemble 40 % des parts, tandis que les compagnies européennes en détiennent 60 %.

La deuxième conséquence de l'accord est qu'il inaugure de nouveaux rapports, entre l'Iran et le Consortium.

Une société nationale iranienne, créée au moment de la nationalisation, la National Iranian Oil Company, est théoriquement propriétaire tant des installations que du brut produit. Même si ce titre restera formel pendant longtemps, le régime juridique et les rapports qu'il traduit n'ont plus rien à voir avec la concession générale. Après des révisions successives, l'accord de 1954 sera finalement rompu en 1973 et remplacé par l'accord du 24 juillet 1973.

L'Iran sera le premier pays membre de l'OPEP à contrôler son pétrole.

(1) - Un baril : 160 litres de pétrole.

(2) - L'Anglo Persian Oil Company deviendra en 1954 la British Petroleum (B.P.).



Les ouvriers de la raffinerie d'Abadan sont aujourd'hui en lutte contre la dictature sanglante du Shah

● Négociations égypto-israéliennes : concessions égyptiennes

D'après le communiqué publié à l'issue du Conseil des ministres égyptien le 3 janvier, il semble que le Caire ait assoupli sa position sur l'exigence de lier le traité de paix séparée à une autonomie palestinienne en Cisjordanie et à Gaza. En effet, le communiqué égyptien s'abstient désormais de mentionner où cette «*autonomie palestinienne*» pourrait s'établir, même s'il continue de réclamer un calendrier pour fixer la date du début du processus. Plus grave est le fait que l'Égypte semble s'être alignée sur la position américaine qui propose que les élections dans les territoires occupés depuis 1967 aient lieu «*avant la fin 79*». Ainsi, l'Égypte a abandonné l'exigence de les faire coïncider avec la fin du premier retrait des troupes sionistes du Sinaï. D'autre part, le lien à établir entre l'accord de paix égypto-israélien et le calendrier de «*l'autonomie palestinienne*» n'est plus «*impératif*» comme le précisait les précédentes déclarations égyptiennes. Dans leur dernier communiqué, les Égyptiens se contentent de dire que «*le lien devrait s'établir entre les deux aspects du traité*». Malgré ces concessions, les sionistes ne s'estiment toujours pas satisfaits, ils voudraient désormais obtenir de Sadate qu'il renonce aux accords militaires inter-arabes signés par l'Égypte, dans le but de pouvoir attaquer n'importe quel autre pays arabe sans craindre que son adversaire soit souvenu militairement par l'Égypte. Un diplomate israélien devait déclarer à ce sujet : «*La garantie que le traité avec Israël ait la prééminence sur les alliances de l'Égypte est le cœur du traité pour nous*». L'Égypte a vivement réagi aux nouvelles exigences des sionistes, une déclaration officielle précise que : «*L'Égypte, compte tenu des principes régissant ses relations, estime inacceptable que ce traité implique une prééminence quelconque sur les autres traités*».

Alors que les manifestations populaires continuent

LES MANOEUVRES POLITIQUES SE DÉVELOPPENT A TÉHÉRAN

● Alors que les manifestations populaires continuent, les manœuvres politiques se développent à Téhéran. Chapour Bakhtiar a été officiellement désigné comme Premier ministre dans la journée de jeudi, peu de temps avant qu'on apprenne que le Shah est «*parti se reposer*... pour 24 h, comme pour faire croire qu'il acceptait les conditions fixées par son nouveau Premier ministre. L'événement le plus important de cette fin de semaine est cependant la démission du gouverneur militaire de Téhéran, le général Oveissi. Celui-ci serait en désaccord avec la nomination de Bakhtiar à la tête du gouvernement. Deux autres généraux, commandants des forces aériennes, ont eux aussi démis-

sionné. Oveissi, le «*boucher de Téhéran*» comme l'appelle la population, était un «*dur*». Son départ ne signifie en rien un assouplissement de la position du régime, puisque son successeur est l'ancien commandant de la gendarmerie, qui lui aussi a les mains pleines de sang. Alors que ces manœuvres se développent, le mouvement populaire continue. Le Front national organise dimanche une journée de deuil. D'autre part, conformément à l'appel de l'Ayatollah Khomeiny, la production du pétrole reprend, pour la consommation intérieure, et sous le contrôle d'un comité désigné par l'opposition.

Un médecin de Téhéran témoigne des crimes commis par l'armée

Un témoignage nous est parvenu d'Iran : celui du docteur Oroudki de Téhéran, ancien interne des hôpitaux de Paris, sur les événements du mardi 2 janvier à Qazvin à 100 km à l'ouest de Téhéran.

«*5 jours auparavant, j'avais déjà été appelé à Qazvin pour aider le corps médical et j'avais assisté à des atrocités et à l'enterrement de 64 personnes. Mardi 2 janvier, il y a eu de très nombreux tués, l'armée a même investi la ville des tanks chieftain et*

mitraillé la population dans les avenues. Dans les incendies que les militaires allumaient avec des voitures et des camions et dans les magasins, ils jetaient les corps des blessés immobilisés. Des maisons ont également été démolies par les tanks. Sur les quatre hôpitaux de la ville, l'un a été incendié, les fenêtres de l'autre brisées, les perfusions des malades arrachées et les blessés par balle abattus. Il n'y a aucune sécurité dans la ville, soldats et tanks sont par-

tout. Les médecins n'osent pas rester dans les hôpitaux car ils n'ont aucune garantie qu'ils peuvent assurer les soins, tous se sont cachés, à part un chirurgien. Le président du corps médical de la ville le docteur Daftari a été battu et sa maison incendiée. Il est interdit aux ambulances, qui ne peuvent d'ailleurs obtenir d'essence, d'aller chercher les blessés. C'est l'armée qui tire, qui ramasse les victimes et qui les emmènent on ne sait pas où. Il faut

demander d'urgence à des délégations internationales, à la Croix-rouge etc... de venir faire des tournées d'inspection, car il n'y a aucune protection du corps médical, qui est au contraire particulièrement visé et comme toutes ces atrocités sont le fait de l'armée, il n'y a aucun recours possible. Dans les villes de Kermanshah, de Jahrom et de Nahijjan, se sont déroulées comme auparavant à Mashad,

Vietnam - Cambodge

«IL NE S'AGIT PAS D'UN PROBLEME DE FRONTIERE»

Intervention du délégué du Kampuchéa démocratique à la conférence des ministres des Affaires étrangères des non-alignés du 28 juillet 1978 en exercice de son droit de réponse

(Extraits)

● Au cours de la conférence des ministres des Affaires étrangères des non-alignés, en juillet dernier, Ieng Sary, représentant du Kampuchéa démocratique a été amené à donner des explications au sujet du conflit avec le Vietnam, après la première vague d'attaques vietnamiennes, au début de l'année dernière. Dans son intervention Ieng Sary

caractérise la politique d'agression du Vietnam en montrant qu'il ne s'agit pas d'un «*problème de frontières*» mais que le gouvernement vietnamien nie en fait la souveraineté et l'intégrité territoriale du Kampuchéa. Dans les derniers mois de 1978, le gouvernement vietnamien, pris dans la logique de cette politique expansionniste a été amené à se lier

de plus en plus étroitement à l'URSS qui lui fournissait les moyens de cette politique, notamment dans le cadre du traité soviéto-vietnamien du 3 novembre. En même temps, cette politique d'hégémonisme régional, se conformait de plus en plus aux plans hégémoniques de la superpuissance soviétique concernant l'Asie et le monde entier.

Le délégué du Kampuchéa a prononcé cette intervention en réponse à l'intervention du Vietnam :

«*Ma délégation estime, en sa qualité de membre de notre grande famille non-alignée et toujours respectueux des principes de non alignement, qu'il est de son devoir d'informer tous les membres de notre famille, de la réalité du problème ainsi que du point de vue et de la position du Kampuchéa démocratique.*

«*1. La véritable nature de l'agression du Vietnam contre le Kampuchéa démocratique n'est pas un problème de frontières.*

a) *S'il s'agissait réellement d'un problème de frontière, pourquoi dans ses agressions répétées, l'armée vietnamienne a-t-elle attaqué et pénétré profondément dans le territoire du Kam-*

puchéa jusqu'au cheflieu d'un certain nombre de districts situés à 30 kilomètres des frontières ?

b) *S'il s'agissait réellement d'un problème de frontière, pourquoi au fur et à mesure qu'elle arrive dans une localité, l'armée vietnamienne tue les responsables des Comités des districts et des coopératives, détruit le pouvoir d'Etat et met en place les fantoches du Vietnam depuis de longue date au Vietnam ?*

c) *S'il s'agissait réellement d'un problème de frontière, pourquoi le Vietnam a-t-il fomenté plusieurs coups d'Etat pour renverser le Kampuchéa démocratique dont notamment en septembre 1975, en avril et septembre 1976, en avril et septembre 1977 et tout dernièrement à la fin de mai 1978 ? Nous avons toutes les preuves montrant que*

le dernier coup d'Etat a été dirigé par des Vietnamiens parmi lesquels un membre du Comité central du Parti communiste du Vietnam et plusieurs assistants de ce Comité central dont l'ancien conseiller d'ambassade de la République socialiste du Vietnam à Phnom Penh.

d) *S'il s'agissait réellement d'un problème de frontière, pourquoi le Vietnam appelle-t-il ouvertement et quotidiennement, par sa radio, le peuple du Kampuchéa à se soulever et à renverser le Gouvernement du Kampuchéa démocratique ? Ceci en violation flagrante de la souveraineté nationale du Kampuchéa démocratique et des principes du non-alignement.*

«*Certes, la frontière actuelle entre le Kampuchéa et le Vietnam est le résultat funeste des*

actes d'agression et d'annexion perpétrés par les impérialistes et les colonialistes, par les féodaux et réactionnaires vietnamiens. Par suite des actes d'agression et d'annexion de ce temps-là, le Kampuchéa a perdu plusieurs dizaines de milliers de kilomètres carrés de son territoire au bénéfice du Vietnam, comme le Kampuchéa Krom (partie ouest et sud-ouest du Sud-Vietnam actuel), plusieurs îles et une grande partie de ses eaux territoriales. Mais la frontière entre le Kampuchéa et le Vietnam existe et le peuple du Kampuchéa n'aspire qu'à vivre en paix dans l'indépendance, dans l'honneur et la dignité, en tant que maître de son territoire, et de ses eaux maritimes dans les frontières actuelles dont le tracé est déterminé dans des documents historiques, textes et car-

tes. Par la déclaration solennelle du Comité central du Front national de Libération du Sud-Vietnam en date du 31 mai 1967 et la Déclaration solennelle du Gouvernement de la République démocratique du Vietnam en date du 8 juin 1967, le Vietnam a successivement déclaré qu'il reconnaissait, et s'engageait à respecter les frontières actuelles du Kampuchéa. Pourquoi aujourd'hui, le Vietnam ne veut-il pas respecter ses engagements ? (...)

Le représentant du Kampuchéa rappelle que cette politique s'inscrit dans le cadre du projet de «*fédération indochinoise*» et déclare à ce sujet :

«*Par ce biais, le Vietnam prendrait en main le parti, le pouvoir, l'armée, l'économie, la politique intérieure et extérieure du pays jusqu'à ce que le Kampuchéa devienne une*

partie intégrante du Vietnam et le peuple du Kampuchéa, une minorité nationale du Vietnam.

«*Le conflit actuel qui oppose le Kampuchéa au Vietnam, c'est le conflit entre, d'une part la défense et la sauvegarde de l'indépendance, de la souveraineté nationale, de l'intégrité territoriale et du droit du peuple de décider de sa propre destinée, la défense de l'honneur, de la dignité nationale et des principes sacrés du non-alignement, et d'autre part, la politique d'annexion, d'usage de la force pour créer une «*fédération indochinoise*», la doctrine de la souveraineté limitée, la politique d'expansion dans le Sud-Est asiatique, et l'ambition de devenir une grande puissance régionale, la violation imprudente des principes sacrés du non-alignement. (...)*»

Après son prix Renaudot, Conrad Detrez déclare au *Quotidien du Peuple* :



«*L'Herbe à brûler* est une autocritique du castro-guévarisme»

Propos recueillis par Michèle ROUX

La longue brûlure du combat révolutionnaire

► QdP : Conrad Detrez, votre roman *L'herbe à brûler* a obtenu le prix Renaudot. Qu'est-ce que cette «herbe» qui est à «brûler» ?

C.D. : Il y a deux interprétations possibles : premièrement la vie peut être une herbe qu'il faut brûler. (Brûler sa vie est un comportement romantique qui ne me déplaît pas). Mais il y a plusieurs manières de brûler sa vie : cela peut être par l'alcool ou par la drogue... Personnellement, ce sont des comportements qui ne m'intéressent pas, je préfère brûler ma vie au feu de l'action politique ou au feu de l'amour.

Deuxièmement, cette herbe qu'est la vie et que l'on est amené à brûler fatalement si l'on vit intensément, oblige l'être, dans ce monde tel qu'il est, avec tous ses troubles, à opérer un retour sur lui-même, afin de retrouver ses racines qui sont sa nourriture essentielle s'il ne veut pas perdre son identité.

► QdP : Ce roman est en quelque sorte une autobiographie : vous êtes Belge, vous avez fait des études de théologie, vous avez reçu les ordres mineurs, puis vous avez abandonné cette vocation religieuse pour émigrer au Brésil en 1961. Vous vous êtes

engagé dans l'action révolutionnaire, vous avez été arrêté, condamné, expulsé. Quel bilan tirez-vous de ces années de militantisme au sein du mouvement révolutionnaire brésilien ?

C.D. : Ce combat a été pour moi une longue brûlure dans la mesure où je lui ai sacrifié le meilleur de moi-même. Mais cela a été une brûlure heureuse : la révolution a détruit en moi l'aliénation religieuse et ce n'était pas une mince affaire dans mon cas puisqu'avant d'émigrer au Brésil, je m'étais enfoncé dans la mystification chrétienne au point de vouloir devenir prêtre. L'autre aspect positif a été le passage au matérialisme dialectique et historique, une véritable libération intellectuelle pour moi.

J'ai brûlé bien d'autres choses encore dans cet engagement politique : ma vie privée, et pour être plus précis encore, mes amours. Chaque fois que j'ai eu à choisir entre la sauvegarde d'une liaison amoureuse et la révolution, j'ai choisi la révolution. Car j'aurais voulu entraîner avec moi les gens que j'aimais, mais cela supposait la vie clandestine, la pauvreté, les risques d'arrestation et de torture. J'ai brûlé mes amours pour le bien de la révolution et c'est en ce sens que je dis à la fin de mon roman que «l'amour est impossible».

L'aventurisme politique

► QdP : Vous dites aussi que «la révolution est broyeuse des hommes qui la font».

C.D. : Quand j'ai écrit cette phrase, je voulais parler essentiellement de ceux qui la font comme j'ai voulu la faire et en ce sens ce livre est une autocritique d'une certaine forme de combat politique : au Brésil la stratégie révolutionnaire à laquelle je me suis rallié est ce qu'on appelle le castro-guévarisme, c'est-à-dire la volonté d'affranchir les masses, en s'appuyant avant tout sur un petit groupe de révolutionnaires originaires la plupart du temps de la

petite bourgeoisie intellectuelle, en créant des foyers révolutionnaires censés s'élargir progressivement et entraîner à terme le soulèvement des masses, en privilégiant l'action militaire par rapport à l'action politique. Résultat : les masses n'ont pas suivi, nous avons été très vite isolés, encerclés par les forces de répression et notre petite avant garde détruite.

Mais je n'ai en aucun cas la prétention de juger le comportement de ceux qui font la révolution en s'appuyant sur une autre stratégie que celle que je décris dans mon livre,



La répression en Amérique Latine : une réalité quotidienne

par exemple en s'appuyant sur les masses ouvrières ou paysannes. Car si la révolution a broyé des militants ou des dirigeants, il faut bien reconnaître qu'elle n'a pas broyé les masses. Elle les a plutôt libérées de toutes les formes de servage qui pesaient sur elles, comme en Chine.

Il reste à voir si dans un second temps, la révolution arrivée au pouvoir ne va pas développer un type de système politique, qui après avoir libéré économiquement les masses, les broierait politiquement et culturellement.

► QdP : Pourtant on a l'impression à la fin du livre que vous êtes désabusé...

C.D. : C'est une erreur. Ce livre est le procès d'une jeunesse marquée par l'aventurisme politique mais après la jeunesse vient l'âge d'homme et là je n'ai pas dit mon dernier mot ! Les brûlures dont je parle sont riches d'enseignement et aujourd'hui, mieux que jamais je vois ce qu'il ne faut pas faire. D'ailleurs dans mon prochain livre je ne mets plus en scène des intellectuels petits bourgeois radicalisés mais deux prolétaires latino-américains qui s'opposent aux intellectuels de gauche, essentiellement bavards et théoriciens. Je veux dans ce roman privilégier le prolétariat du Tiers Monde. C'est le passage de l'aventurisme politique à un comportement politique dont l'initiative appartient d'abord au prolétariat.

Le Tiers Monde, une urgence politique

► QdP : Quel rôle joue le Tiers Monde dans votre vie ?

C.D. : La situation dans laquelle se trouve le Tiers Monde constitue pour moi le scandale majeur de notre époque. Aussi je voudrais pouvoir continuer à militer en faveur de la libération du Tiers Monde. Pour cela je me pose la question de savoir si je ne dois pas quitter à nouveau l'Europe. Si je le fais ce sera pour rentrer au Brésil où j'ai des attaches et un passé politique. Il n'est pas exclu que je prenne la nationalité brésilienne.

Mais de toute façon mon retour au Brésil passe par une amnistie politique puisque j'ai été condamné par un tribunal militaire de Rio de Janeiro à plusieurs années de prison.

► QdP : Et l'Europe ?

C.D. : Je me sens mal à l'aise par rapport aux problèmes politiques européens. Les urgences politiques européennes n'ont rien à voir avec celles du Tiers Monde. Le seul groupe social qui en Europe mérite à mon sens qu'on se batte pour lui, c'est la masse des travailleurs im-

migrés. Aussi, si le temps m'en est donné, dans un cinquième roman, je compte raconter la vie d'un travailleur algérien à Paris.

C'est la toute petite contribution que je me sens capable d'apporter en tant qu'écrivain ; je voudrais faire entrer dans la littérature française le prolétariat immigré en Europe occidentale.

Conrad Detrez :
L'herbe à brûler
Editions Calman-Lévy
231 pages - Prix : 41,00 F

Œuvre utile

Quel est l'écrivain européen qui, dans les années 50, faisait de l'essai de Mao Tsé-toung *De la contradiction* une de ses lectures préférées, et qui exhortait alors les dirigeants d'un pays socialiste à se fonder sur «la sagesse du peuple» ? Quel est l'écrivain qui, jugeant l'URSS dans les années 30, proclamait : «Le passage de l'ancien monde au nouveau ne peut se faire hors du monde comme le croient certains critiques», rejetant ainsi les engouements sommaires et passagers de nombre d'intellectuels qui, pour avoir cru pouvoir projeter leurs visions subjectives sur la réalité soviétique, allaient ensuite brûler ce qu'ils avaient adoré ? Et qui terminait une de ses pièces les plus fameuses par un «éloge de la dialectique» ?

Ces éléments politiques, et nombre d'autres concernant les conceptions

artistiques de Bertolt Brecht, ses polémiques avec le critique Lukacs, l'analyse de plusieurs de ses pièces, on les trouvera dans l'épais volume que lui a consacré Klaus Völker, avec bien d'autres choses encore. Trop de choses : les détails concernant les amours de l'écrivain, ses maisons, ses amitiés, ses rapports avec les divers théâtres, auront vite fait de fatiguer le lecteur ordinaire. Les spécialistes y trouveront certainement des références. S'agissant d'un aussi grand écrivain marxiste, ce travail répondait certainement à un besoin.

J.L.

Klaus VÖLKER :
Brecht, une biographie

Hausse sur les légumes de saison DES PROFITEURS DE L'HIVER

Les prix des légumes ont entamé depuis quelques jours une escalade étonnante. Les légumes de saison ont été les plus touchés par la hausse particulièrement les poireaux et les carottes. Le kilo de carottes «extra» est passé du 29 décembre au 3 janvier d'un prix moyen de 1,25 F à 1,70 F à Rungis. Sur les marchés de la capitale, elles étaient encore plus chères. Le poireau est passé d'environ 2,60 F à

6,25 F à Rungis ! A Chateau-Renard, un gros marché des Bouches du Rhône, les poireaux ont plus que doublé (2,10 F à 5,50 F) ; les carottes également (0,70 F à 1,45 F). Le chou-fleur a été quintuplé (0,45 F à 2,20 F) et cela dans une région où les effets du gel se sont fait nettement moins sentir que dans le Nord du pays.

Le gouvernement et les grossistes se sont empressés d'évoquer la responsabilité du gel qui empêche l'arrachage des carottes et poireaux. Si ce facteur joue à l'évidence dans la baisse de la production, il est d'autres calamités moins connues de la ménagère, mais bien plus redoutables : la spéculation organisée tout le long du long circuit qui chemine du producteur au consommateur, entre autres.

déjà ! D'autant que juste avant Noël, il y a eu «surproduction» et que certains producteurs ont été amenés à détruire des légumes de saison, qu'ils auraient vendus à perte. D'autre part pourquoi tous les arrivages sont-ils au même niveau de tarifs, alors que la situation selon les régions est assez diversifiée par rapport aux conditions météo ?

LE GEL ET LE PROFIT

La presse a fait état que de nombreux arrivages par camions ne se seraient pas faits. Si le gel et la neige ont certainement et momentanément ralenti certaines livraisons, cela a pu agir sur certains légumes comme les endives de Peronne (Somme) ou les laitues en plein champ du Roussillon, mais cela ne peut expliquer des hausses aussi massives et générales. La question que se posent tant producteurs que consommateurs est forcément la suivante : «Les grossistes, en accord avec les expéditeurs,

n'ont-ils pas rempli leurs frigos et serré ensuite le robinet pour faire monter les prix ?» Manipulation classique qui permet de vider de tout sens la «loi de l'offre et de la demande» en jouant à la fois sur l'offre et la demande...

Au total, la hausse des légumes de saison, si elle est partiellement liée à l'hiver rigoureux, semble avant tout permettre de bonnes affaires à beaucoup : au capital commercial qui, en mettant en place de véritables goulots d'étranglement aux points stratégiques de la distribution peut tirer des surprofits. A Lyon, il n'y a plus que 65 grossistes au lieu de 110 avant. A Rungis, les grossistes sont passés à 350 et leur nombre atteindra à terme 220. Une concentration qui facilite, sans nul doute, toutes sortes de manœuvres.

Quant aux supermarchés qui possèdent leurs propres centrales d'achats, ils suivent le mouvement, se contentant de jouer la con-

currence à quelques centimes de différence avec les marchés, et empochant le reste...

HAUSSE REELLE

Il est révélateur de voir que, comme une véritable contagion, les pommes de terre ont suivi aussi en hausse, alors qu'il n'y a pas de raison très logique à cela et même — dans une moindre mesure — que certains en profitent pour augmenter des fruits en provenance d'Espagne ou du Maroc ! Car, comme en janvier 1977, ce qu'escomptent les profiteurs de l'hiver, c'est bien de stabiliser, après la vague de froid, les prix des fruits et légumes à un niveau supérieur à ce qu'il était auparavant. Hausse réelle qui se camouflera derrière une baisse apparente et viendra, avec les hausses sur les loyers et sur l'essence, grever le budget des travailleurs déjà frappés par le chômage et le blocage des salaires.

Pierre PUJOL

Vague de froid : les conséquences ?

Une vague de froid particulièrement intense, sans pour cela battre les records, s'abat ces jours-ci sur l'Europe, et donc la France. Cette calamité naturelle a des conséquences nombreuses, et souvent inattendues. Ainsi, dans plusieurs régions, la rentrée scolaire de jeudi ne s'est effectuée que partiellement : les cars de ramassage scolaire n'ont pas circulé, permettant à nombre d'élèves d'échapper à la rentrée. Il est même des cas où les écoles n'ont pas ouvert leurs portes, le chauffage étant déficient. Autre effet pour le moins surprenant de la vague de froid : le rationnement de l'électricité. Jeudi matin, plusieurs dizaines de milliers d'usagers ont été privés de courant pendant une demi-heure à une heure. L'EDF effectue, en effet, un délestage, pour éviter qu'une panne analogue à celle du 19 décembre ne se reproduise.

C'est que la consommation est actuellement au maximum de ce que peut fournir l'EDF : jeudi, elle était de 39 700 megawatts, pour une production maximum de 40 000 megawatts. Autre conséquence : la circulation. Les routes sont enneigées et verglacées depuis 6 jours maintenant. Certaines villes sont à cours de sel et de sa-

ble et ne peuvent donc plus assurer une circulation normale. Les tempêtes de neige qui se sont abattues sur la plupart des régions dans la nuit de jeudi à vendredi n'ont pas arrangé les choses : vendredi matin la circulation était coupée sur la nationale 7, 10, 12, 20, 138 et 175 ainsi que sur l'autoroute A 6. Des routes étaient entièrement bloquées, comme Etampes ou Boulogne-sur-Mer. Délaissés la voiture pour prendre le train n'est pas non plus une solution : vendredi matin, l'ensemble du réseau Sud-Ouest était bloqué, avec toutes les conséquences qu'on peut deviner pour l'approvisionnement des villes du Sud-Ouest.

Les médias se sont mis à l'heure du froid, dressant un tableau apocalyptique de la situation : dans la nuit de jeudi, France-Inter lançait des appels pathétiques aux habitants de la région de Pithiviers pour qu'ils ébergent des automobilistes bloqués par la neige. *Le Figaro* conseille, pour économiser l'électricité, de ne pas faire la vaisselle le soir et de ne pas prendre son bain aux heures de pointe. *L'Humanité* informe que dès mardi, André Lajoie a écrit au Premier ministre pour lui demander de prendre des mesures...

BIZARRERIES...

On peut s'étonner du fait que les prix aient grimpé dès le premier gel, affectant des légumes arrachés avant et stockés. Résultat : un bénéfice net pour le grossiste qui achète au prix précédent et revend au prix fort...

Etonnant aussi de constater que, malgré les très importants progrès accomplis en matière de stockage, le moindre coup de froid ait des conséquences aussi brutales qu'il y a un demi-siècle et sans aucun

4 000 SIDÉRURGISTES JEUDI DEVANT LA PREFECTURE DE NANCY

C'est jeudi à 14 h 30 que s'est déroulée, comme prévu à Nancy, la manifestation devant la préfecture appelée par l'inter-syndicale CGT, CFDT, CGC, CFTC du bassin de Longwy. Jeudi se tenait à la préfecture de Nancy, la réunion du Conseil régional de Lorraine devant discuter des mesures gouvernementales de restructuration de la sidérurgie.

Cette journée aura été marquée par deux choses : une réelle combativité des sidérurgistes qui est ainsi confirmée après l'opération blocage de la ville de Longwy et parallèlement tout au long de jeudi, par une tentative de récupération de cette combativité par le PCF.

La combativité des travailleurs est une évidence : c'est près de 4 000 ouvriers dont plus de 2 000 du bassin de Longwy qui se sont retrouvés à Nancy : chiffre non négligeable, quand on sait, outre le déplacement nécessaire, qu'aucun mot d'ordre de grève n'avait été donné par l'inter-syndicale !

La combativité a d'ailleurs pu s'exprimer par

l'intermédiaire surtout des militants cédétistes : une proposition de marche sur la préfecture fut faite : des centaines de travailleurs syndiqués CGT et CFDT ou non, aux cris de «Longwy vivra !» et «Dans la préfecture !» devaient forcer le barrage de la police mis en place devant la préfecture, pour se retrouver devant les portes de l'édifice.

Cette combativité, à l'évidence ne plut pas à quelques dirigeants cédétistes membres du PCF qui avaient une tout autre conception de cette journée : faire cautionner l'inter-syndicale et les travailleurs les interventions et propositions du PCF au conseil régional, défendre ces mêmes propositions au nom de l'inter-syndicale devant le Conseil général, ce qui fut d'ailleurs fait : défense et modernisation de l'industrie sidérurgique, exigence d'une aciérie à oxygène à Longwy, etc.

Devant la volonté de lutte exprimée par une bonne partie des travailleurs ayant forcé le barrage de police, la direction cégétiste va

tenter d'appeler au calme : «Nous ne sommes pas ici pour casser !» et de proposer d'aller manifester dans les rues de la ville. Cette proposition va mettre un petit moment pour être acceptée et le cortège des travailleurs hésitera à partir de suite. La manifestation aura finalement lieu et arrivera vers la place Stanislas où les travailleurs seront invités à manifester encore. Au bout de trois tours de place, manœuvre destinée à démobiliser, des protestations vont s'élever. Un dirigeant CGT, prenant un peu rapidement la parole au nom de l'inter-syndicale toute entière, pour couper court aux protestations, va proposer dès 16 h 30, de repartir vers Longwy à 17 heures. Il faut que la direction cégétiste ait eu bien peur que la combativité ne s'exprime à nouveau, pour imposer cette décision ! En effet, il n'était prévu de partir qu'à 18 heures !

Les sidérurgistes se sont maintenant donnés rendez-vous pour le 12.

Licenciement abusif à l'Agence AIGLES

LES TRIBUNAUX CONTRE LES ABUS DES PATRONS DE PRESSE

Le jugement rendu par le tribunal d'instance de Lyon et confirmé par la 5^e chambre de la Cour d'appel de cette même ville, sur l'affaire Huot/Agence AIGLES, risque fort de semer la perturbation dans les directions des journaux, notamment les journaux régionaux.

Rappelons les faits : Raymond Huot est embauché, «oralement» le 1^{er} avril 1975 par l'Agence AIGLES (*Le Progrès*, *Le Dauphiné libéré* et six autres titres). Il est licencié le 2 mai 1977 pour avoir refusé de tenir un compte rendu pendant un week-end... Licenciement abusif d'une part, sans indemnités d'autre part, un cas révélateur de ce qui se passe aujourd'hui dans la plupart des rédactions des journaux bourgeois. En effet, Huot n'est pas isolé, il fait partie de cette centaine de personnes employées par l'Agence AIGLES dans l'illégalité sociale et professionnelle la plus totale. Illégalité sociale puisqu'ils ne sont pas couverts par les assurances ; illégalité pro-

fessionnelle parce qu'il existe des conventions, des textes (loi Cressard notamment) régissant la profession de journaliste, les droits des pigistes, les devoirs des patrons de presse, que l'Agence AIGLES semble ignorer. Il faut dire qu'il est plus facile de manipuler des «collaborateurs», «correspondants», «employés de rédaction» de plus en plus nombreux dans les journaux (AIGLES n'en a pas le monopole, puisque à ce jour, environ 200 employés de rédaction sont recensés). Plusieurs dénominations pour une même réalité : une main d'œuvre souvent clandestine, bon marché, des étudiants pour la plupart malléables, corvéables, licenciés à merci... Ils effectuent le même travail qu'un journaliste professionnel permanent, ou pigiste, mais à travail égal, le salaire, les conditions de travail, la garantie d'emploi sont tout à fait différentes.

Les tribunaux ont donné raison à Huot. Qu'on ne lui reproche pas de ne pas avoir accompli tous les devoirs d'un journaliste si on ne lui donne pas en

retour tous les droits (salaires et avantages), s'il effectue le travail d'un journaliste, qu'il soit considéré comme tel !

A l'encontre de l'Agence AIGLES qui pensait qu'on ne pouvait le considérer comme un professionnel le tribunal a répondu : «La nature du contrat par lequel une entreprise de presse s'assure le concours d'un tiers et la nature des activités de ce dernier ne sont déterminées ni par son mode de rémunération ni par la qualification donnée à la convention par les parties, ni par la délivrance d'une carte professionnelle» et «M. Huot était un collaborateur de la rédaction, un journaliste professionnel, encore stagiaire certes, mais lié à son employeur par un contrat de travail et assurant d'une façon générale des petites informations, rôle du rédacteur premier échelon, défini par la convention collective de travail des journalistes.»

Un qui fait jurisprudence dans la définition et la protection de la profession de journalistes.